

Kamel Azzouz

Publié le dimanche 17 octobre 2021 à 17h42

Malgré un important investissement public dans le secteur du handicap, de nombreuses associations dénoncent un important manque de places et de solutions alternatives pour les personnes porteuses d'un handicap de grande dépendance. Les parents, comme les acteurs professionnels, demandent plus de moyens et plus de structures adaptées aux autorités publiques.

Newsletter info

Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.



Aujourd'hui en Belgique, il est difficile pour de nombreuses familles de choisir un logement adapté et un accompagnement spécifique. Certaines associations, comme l'asbl "Les Pilotis", offrent des solutions adaptées mais peinent à joindre les deux bouts.



De jeunes adultes porteurs d'un handicap mental de grande dépendance vivent dans un logement adapté, et sont accompagnés par du personnel spécialisé de l'asbl "Les Pilotis". © RTBF

L'asbl Les Pilotis a été créée en 2006 par les parents d'un jeune homme en situation de handicap mental de grande dépendance car ils ne trouvaient ni de places ni de solutions adaptées au handicap de leur fils.

Comme de nombreuses familles vivaient désespérément cette même réalité, ces parents ont fait appel à des fonds privés pour créer une structure innovante qui accueille et accompagne de jeunes adultes en situation de handicap mental de grande dépendance.

L'idée est d'offrir un logement et un accompagnement spécifique sous forme de petites communautés de vie.

▶▶▶ **"Nos vies sont faites de comeback. La vie d'après, c'est aller de l'avant !": la campagne 2021 de Cap48**

Avec respectivement sept et huit jeunes adultes, deux maisons fonctionnent sur un modèle basé sur la colocation, l'inclusion et la responsabilisation avec un ratio d'accompagnement plus important que la moyenne proposée dans d'autres structures.

Je me sens chez moi ici ! C'est une maison extraordinaire pour moi

Loly Vazquez, la maman de Frédéric, est aussi ravie que soulagée de voir son fils beaucoup plus épanoui et bien mieux suivi : *"Je me sens privilégiée et chanceuse d'avoir trouvé une place dans ce genre de structure pour mon fils Frédéric. Parce qu'ici, ce sont des unités qui n'existent pas. C'est vraiment ça les Pilotis car il n'y a pas de maisons où ils sont en si petit nombre. Donc c'est une très grande chance... Non seulement, ils s'occupent et se préoccupent des jeunes qui vivent dans la maison mais également des parents"*.

Stéphane vit également dans cette maison aménagée et mise à la disposition de l'asbl par la fondation Demuyter. Du haut de ses 26 ans, porteur d'un handicap mental, Stéphane nous livre avec un large sourire sa joie de bénéficier de cette structure : *"Je me sens chez moi ici ! C'est une maison extraordinaire pour moi. Parce que ce n'est pas facile de trouver une maison comme ça. Parce qu'il n'y en a pas d'autre ailleurs"*.



Frédéric et les autres

habitants de la maison vivent comme tout un chacun. L'autonomie, la solidarité et la responsabilisation sont au cœur du projet. © RTBF

L'autonomie, la solidarité et la responsabilisation au cœur du projet

L'asbl a fait le choix d'accueillir dans une maison un nombre restreint de jeunes adultes porteurs d'un handicap mental pour offrir un accompagnement spécifique et individualisé à chaque habitant de la maison. L'objectif est également de développer l'autonomie, la solidarité et la responsabilisation de ces jeunes adultes.

Anne-Sophie Lescrenière, une accompagnatrice spécialisée, souligne l'esprit et la différence que propose cette structure : *"Ils n'ont pas tous les mêmes capacités, la même autonomie, ni les mêmes difficultés. Du coup, notre objectif est de vraiment pouvoir adapter notre accompagnement à chaque habitant. Ici, ils vivent leur vie, ils sont dans leur maison. Ils n'ont pas de grosses contraintes qu'ils pourraient avoir dans certaines institutions où c'est : à 18 heures on mange, à 20 heures au lit, à 16h00 on fait les douches directement dès que vous rentrez de vos activités extérieures. Ici, c'est beaucoup plus libre avec l'idée d'une certaine*

autonomie. Les accompagnateurs ne font pas les choses à leur place, mais les accompagnent dans leurs tâches quotidiennes."



maison est sa vie. © RTBF

Pour Rachida, cette

Nous avons été contraints de fermer l'une de nos 3 maisons pour pouvoir espérer survivre

Depuis les débuts du projet, c'est un choix conscient de l'asbl que d'offrir une formule correspondant aux besoins des habitants et à ses valeurs quitte à sortir du cadre de la subvention. D'où le choix assumé d'une recherche annuelle et récurrente de fonds propres pour offrir ce que le denier public ne couvre pas mais qui est essentiel au projet.

Après plusieurs années de développement, l'asbl a besoin d'un partenariat public pour continuer à proposer une solution alternative de logement adapté. Ce développement, finalement accompagné par la Cocof, aboutit à un agrément comme centre d'hébergement.

Problème, cet agrément n'est pas adapté à la réalité du fonctionnement. Subsidié comme une seule unité de vie de 15 personnes alors que l'asbl gérait trois maisons de 5 personnes.

▶▶▶ **A lire aussi : Cap48 : un nouveau centre de rééducation pour les enfants polyhandicapés**

La réalité économique actuelle liée au Covid n'a pas arrangé les choses au point que l'asbl n'a pas eu d'autre choix que de fermer l'une de ses trois maisons.

Nicolas Mary, le codirecteur de L'asbl des Pilotis, explique que l'agrément et les subsides ne sont pas adaptés au fonctionnement du projet : *"C'est un choix de notre part. Nous ne demandons pas que la subvention couvre 100% de nos dépenses même si comme tout projet associatif, nous ne serions pas contre une petite augmentation de la subvention. Nous assumons notre part, nous sommes proactifs, et nous recherchons des solutions en interne pour couvrir le gap qui existe entre la subvention et notre fonctionnement. Mais malheureusement, avec la législation en vigueur ce 'gap' s'est fortement accentué et nous avons été contraints de fermer l'une de nos 3 maisons pour pouvoir espérer survivre."*



Contrairement à Guillaume, d'autres personnes ne trouvent pas de places dans un logement adapté à leurs besoins. © RTBF

La Belgique a été condamnée en 2013 par l'Europe

Nicolas Mary rappelle que le choix du logement, inscrit dans la convention des droits des personnes handicapées de l'ONU de 2006, et ratifiée par la Belgique en 2009 est un droit, mais qu'il implique également des devoirs : *"Le manque de places est une réalité en Belgique et la possibilité de choisir un logement adapté est très restreinte. D'ailleurs, la Belgique a été condamnée en 2013 par l'Europe. Suite à ça en Région bruxelloise, le décret Inclusion est apparu. Mais finalement, on s'est rendu compte que le décret était juste une simple réponse politique. Il n'y avait aucun moyen qui avait été voté au préalable. Depuis cette condamnation et le décret Inclusion (2014), il n'y a absolument rien qui est sorti. Le secteur est toujours en attente d'une évolution significative des moyens pour favoriser une plus grande diversité de l'offre."*

►►► **A lire aussi : Un plan fédéral Handicap : pour favoriser une pleine inclusion des personnes en situation de handicap dans la société d'ici 2024**

Si les autorités publiques investissent de manière importante dans le secteur du handicap, différentes associations déplorent un manque de places toujours important. Nicolas Mary, codirecteur de l'asbl Les Pilotis nous en fait l'écho tout en pointant du doigt un relatif immobilisme de la classe politique : *"Depuis des années, les associations de parents et celles d'acteurs professionnels dénoncent le manque de moyens dans le secteur du handicap. Ainsi que le manque de solutions adaptées à la prise en charge, à l'accompagnement des divers handicaps qu'on rencontre dans la société. C'est un réel problème. On a vraiment l'impression que les politiques là-dessus font un petit peu la sourde oreille."*

Le choix et la diversité du logement, plus de places adaptées, plus d'investissement public, c'est ce à quoi aspirent les associations de parents et d'acteurs professionnels du secteur pour le plus grand bonheur d'une population porteuse d'un handicap de grande dépendance.